



# «Le développement est un droit, et non le résultat second et aléatoire du marché»

**SYMPOSIUM • Malgré des décennies de coopération Nord-Sud, pauvreté et inégalités subsistent. Pourquoi? C'est l'épineuse question que posera le Centre Europe tiers monde lors d'un symposium international à Genève.**

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**BENITO PEREZ**

Quarante ans de coopération pour quel résultat? Récurremment, la question de l'efficacité de l'aide au développement est revenue avec force sur le tapis fédéral après les virulentes critiques formulées en octobre 2006 par Christoph Blocher<sup>1</sup>. Le conseiller fédéral UDC avait pointé en particulier le sous-développement chronique de l'Afrique malgré les efforts des organismes de coopération...

Sentant le vent mauvais se lever, les principales ONG suisses ont répliqué en mettant en exergue leurs réussites concrètes sur le terrain. Au printemps, une soixantaine d'organisations sociales contre-attaquaient même, en accusant la Confédération de ne pas prendre sa part dans la lutte mondiale contre la pauvreté<sup>2</sup>.

Si elle partage cette préoccupation, une ONG genevoise a choisi de se confronter à la question autrement: en remettant à plat le concept même de coopération internationale. Philosophie, méthodes, objectifs, du 7 au 9 décembre prochain, le Centre Europe tiers monde (CETIM) réunira à Genève plusieurs dizaines de chercheurs et de militants, afin d'échanger expériences et analyses sur la solidarité internationale telle que pratiquée aujourd'hui. Et d'en pointer les dérives comme les potentialités insuffisamment explorées. Une invitation à remettre la pensée et la politique au service de la coopération globale, que nous détaillent Florian Rochat, directeur du CETIM, et Julie Duchatel, chargée du projet.

L'aide au développement suscite beaucoup d'initiatives ces derniers mois. Quelle est la spécificité de ce symposium?

**Julie Duchatel:** Cette rencontre s'inscrit dans la campagne actuelle sur le 0,7%. Demander une hausse de l'aide au développement nous paraît une chose importante. Mais la quantité d'aide ne doit pas être un but en soi. Il nous semble primordial de lancer une réflexion plus globale sur le sens de la coopération internationale aujourd'hui et sur la place qu'y occupe l'une de ses dimensions qu'est l'aide au développement. Le symposium tentera de s'inspirer de l'histoire de la coopération Nord-Sud pour analyser d'un point de vue critique sa réalité présente.

Dans votre programme, vous vous demandez si le concept de coopération internationale ne serait pas aujourd'hui «dévoyé». Qu'entendez-vous par là?

**Florian Rochat:** On observe une confusion entre le concept d'aide publique – ou privée – au développement (APD) et celui de coopération internationale.



Réduire l'extrême pauvreté: l'objectif que s'est fixé l'ONU est-il une façon de renoncer au droit des peuples au développement? KEYSTONE

nale. L'APD n'est qu'un des moyens à disposition pour rendre possible le développement, et surtout lui donner sens. Par exemple, la coopération Nord-Sud implique également de créer des «conditions cadres» économiques favorables à chacun. Mais elle comprend aussi des dimensions «négatives», comme d'éviter d'intervenir dans les affaires des autres Etats, de s'abstenir

**«La quantité d'aide ne doit pas être un but en soi»**

de faire des pressions économiques, politiques ou militaires, voire même d'intervenir militairement. En résumé, cette notion de coopération – fondamentale au sein du système des Nations Unies – exige que chaque Etat cherche à améliorer le sort de l'ensemble des Nations. Et qu'il s'abstienne, a contrario, de prendre des décisions qui puissent détériorer la situation d'autres peuples sous prétexte de défendre des intérêts propres.

Quel rôle peuvent jouer les ONG afin de redonner cette ampleur à la coopération internationale?

**F. R.:** Un grand nombre d'organisations ayant pour vocation le développement limitent leur activité à apporter des fonds ou une aide technique sur le terrain, ce qui est certes très utile. Mais si elles entendent remplir leur objectif, ces ONG devraient avant tout s'engager politiquement dans leur propre pays pour transformer ces conditions cadres mondiales. L'aide

matérielle, en fait, ne constitue qu'un prétexte permettant de tisser des liens de solidarité Nord-Sud. Apporter du grain ou des charrues n'est pas suffisant si l'on ne se bat pas ensemble, par exemple, pour établir le principe de souveraineté alimentaire.

**J. D.:** Les ONG du Nord devraient se montrer aussi plus attentives aux besoins des mouvements du Sud. Ceux-ci sont souvent à la pointe de la lutte pour changer les rapports Nord-Sud, pour le droit à l'alimentation, contre l'OMC ou la dette. Or, la plupart des documents, notamment concernant les prêts bancaires, se trouvent au Nord. Nous devons faire circuler ces informations.

L'ONU a fait des «objectifs du Millénaire», qui fixent les priorités en termes de réduction de la pauvreté à l'horizon 2015, son credo en termes de coopération. Qu'en pensez-vous?

**F. R.:** Ces objectifs sont l'expression même du recul du droit devant une vision quantitative du monde. On parle de 0,7%, de réduire de moitié l'extrême pauvreté<sup>3</sup> en 2015, etc. Mais la faim et la pauvreté sont des scandales d'aujourd'hui! Avec les moyens matériels et techniques à notre disposition, on peut mettre un terme à ce scandale absolu. C'est une question de volonté politique.

Aujourd'hui, on n'ose même plus parler de la pauvreté en tant que telle, car on penserait immédiatement à son pendant, la richesse. Les textes onusiens font de plus en plus référence à l'extrême pauvreté. En poussant à l'absurde cette optique, il suffirait de piquer quelques cents aux pauvres et de les verser aux extrêmement pauvres pour atteindre les objectifs du Millénaire...

Quelle autre coopération internationale serait-elle possible?

**F. R.:** Le symposium propose de redécouvrir la Déclaration des Nations Unies pour le droit au développement. J'ai été frappé par le fait que le vingtième anniversaire de son adoption, l'an dernier, est passé totalement inaperçu. C'est pourtant un texte important, notamment parce qu'il centre le concept de développement sur l'être humain et sur les peuples. Pour la Déclaration, ceux-ci sont les acteurs de leur propre développement, et ce dans toutes ses dimensions économique, sociale, culturelle, spirituelle. En ce sens, le développement des êtres et des peuples n'est pas le résultat second et aléatoire du marché mais la priorité, l'objectif central des politiques. Cette vision est aux antipodes de la pratique actuelle en matière de coopération, et plus généralement des relations internationales, soumises au bon vouloir du marché.

L'adoption de la Déclaration en 1986 marquait l'aboutissement d'un long processus engagé au sein des Nations Unies par les pays du tiers monde peu après leur libération dans les années 1960-1970. Il y avait alors une réelle volonté de changer le monde, de le rééquilibrer, de faire appliquer les droits sociaux au même titre que les autres droits humains. C'est cet élan qui doit être retrouvé. 1

<sup>1</sup> Lire *Le Courrier* des 17 octobre et 2 décembre 2006.

<sup>2</sup> Leur pétition demande que la Suisse consacre l'équivalent de 0,7% de son PNB à la coopération. Plus de 86 000 personnes l'ont déjà signée. En savoir plus: [www.ensemblecontrelapauvrete.ch](http://www.ensemblecontrelapauvrete.ch)

<sup>3</sup> Une personne vit sous le seuil de l'extrême pauvreté monétaire lorsqu'il dispose d'un revenu inférieur à 1 dollar par jour. Le seuil de pauvreté est, lui, de 2 dollars.

## CETIM

**37 ans de recherche et d'information**

> Fondé en 1970, le Centre Europe tiers monde (CETIM) est l'un des pionniers romands, avec la Déclaration de Berne, de la lutte contre le «mal-développement». Il est particulièrement connu pour son travail de recherche et d'édition – plus de 80 ouvrages à son actif – et ses actions de lobbying au sein des Nations Unies, ainsi que d'information et d'appui aux ONG du Sud intéressées par les commissions onusiennes.

> Le CETIM met également sur pied débats et colloques. On lui doit le tout premier symposium sur l'OMC.

> Cette année, le centre genevois a vu naître une association-sœur à Nice, le CETIM-Méditerranée.

> Ces succès n'empêchent pas l'association de connaître de sérieuses difficultés financières après le récent retrait d'un important contributeur. Une perte que le CETIM tente de combler par une recherche de nouveaux membres. Renseignements: [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch)

## PARTICIPATION RELEVÉE

**Le programme a fière allure.** Fort de trois décennies d'échanges et de travail en réseau avec des centres d'étude Nord-Sud ou des collectifs militants, le CETIM est parvenu à réunir une large palette d'experts et d'acteurs de la solidarité. L'espace d'un week-end, ils s'interrogeront sur le sens et l'avenir de la coopération internationale.

**La rencontre débutera le vendredi 7 décembre** à 20 h par une soirée-hommage<sup>2</sup> à Thomas Sankara, «peut-être le dernier chef d'Etat africain qui avait une vision du développement centrée sur l'être humain», explique Florian Rochat. Le directeur du CETIM partagera l'estrade avec la sœur de l'ancien président burkinabé, la sociologue Blandine Sankara, le rapporteur onusien sur le droit à l'alimentation Jean Ziegler, ainsi qu'avec le fameux économiste égyptien Samir Amin, l'un des inspirateurs de la doctrine sankariste de «souveraineté populaire».

**Le symposium proprement dit** commencera samedi matin (9 h 30) par une analyse en plénière de l'évolution du concept de coopération internationale depuis la signature à l'ONU de la Déclaration sur le droit au développement. Ont notamment annoncé leur présence: le professeur d'économie de l'université de Bordeaux Jean-Marie Harribey, également vice-président d'Attac France, et Gustave Massiah, président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), principal regroupement français de la solidarité internationale.

**Suivront des ateliers** et, dès 16 h 45, une conférence très attendue sur l'ALBA, l'Alternative bolivarienne des Amériques, et la Banque du Sud, bon exemples, selon Julie Duchatel, de ce que pourrait être «une autre coopération internationale, inspirée des principes de complémentarité et de solidarité, et non de concurrence». La rencontre sera animée par le président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), Eric Toussaint, conseiller technique auprès de la toute jeune banque de développement sud-américaine.

**La clôture, dimanche 9 décembre**, donnera lieu à quatre nouveaux ateliers puis à une plénière chargée d'élaborer un «appel». BPZ

<sup>1</sup> L'ONG genevoise coorganise cet événement avec la Conférence universitaire des associations d'étudiants (CUAE) et avec le soutien de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et des collectivités publiques.

<sup>2</sup> Toutes les conférences et ateliers ont lieu à Uni-Mail (Pont-d'Arve 40). Une soirée culturelle est prévue le samedi à la Maison des associations. Programme complet et inscription sur [www.cetim.ch](http://www.cetim.ch) ou au 022 731 59 63. Coût: 30 frs (15 frs pour les étudiants, retraités et chômeurs).

La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.